



## Le virage de l'industrie militaire russe vers la production civile

*La réforme du complexe industriel de défense (Oboronno-promychnennyï kompleks, OPK), inhérent à la ligne politique suivie par Vladimir Poutine dès les années 2000, se maintient au cœur des projets nationaux pour 2020-2030. Celle-ci vise notamment à ce que le potentiel de l'OPK soit exploité de manière efficace afin de répondre aux besoins des secteurs scientifiques tels que l'énergie, l'aviation, l'espace et les technologies de l'information. À cette fin, le gouvernement russe met actuellement en œuvre une stratégie de diversification de la production militaire.*

### L'industrie d'armement, catalyseur de la relance de l'industrie russe

L'industrie militaire russe occupe une place prépondérante dans la politique du Kremlin dans la mesure où l'évolution des capacités militaires est un déterminant essentiel de ses ambitions techniques et géostratégiques. L'idée sous-jacente est que l'industrie d'armement, en particulier les secteurs aéronautique et spatial, constitue une force motrice de la nouvelle industrialisation du pays. L'impulsion donnée par les investissements dans les hautes technologies militaires au développement des industries civiles justifie le primat accordé au facteur militaire et les efforts financiers déployés dans le cadre des Programmes d'armement 2011-2020 et 2018-2025. Dès 2005, l'effort de rénovation de l'appareil militaire a été porté par des réformes structurelles sur fond de revalorisation des budgets de défense et de rationalisation des dépenses.

### Le bilan contrasté de la rationalisation du tissu industriel

Afin de rendre les industriels russes plus compétitifs face à la concurrence internationale, le gouvernement a mis l'accent, dès les années 2000, sur la constitution de corporations d'État au terme d'un processus de regroupement et de consolidation des capacités industrielles et de recherche et technologie (R&T). Ces *holdings*, tels que *Vertolety Rossii* et *Almaz-Antey*, dans lesquels l'État détient une part majoritaire, ont pour objectifs clefs une utilisation plus rationnelle des ressources financières, l'affectation de ces ressources à un nombre restreint de domaines prioritaires ainsi qu'une réduction des risques de concurrence intra-nationale sur les marchés.

Or la rationalisation du tissu industriel recherchée à travers la constitution de ces grands groupes a mis en lumière certaines faiblesses de l'outil industriel russe. L'obsolescence de l'appareil de production, le manque de soutien du secteur bancaire, le déficit de personnel qualifié ainsi qu'un défaut de capacités d'innovation sont autant de facteurs qui ont entravé l'efficacité de cet effort.

Si la rationalisation du tissu industriel nécessitait un réengagement très net de l'État dans le secteur de l'armement, son bilan mitigé a incité le Kremlin à changer de politique au cours des années 2010.

### La diversification vers le civil pour répondre aux besoins des secteurs scientifiques

Conscient des effets de *spill-over* qui se manifestent par le transfert des techniques développées dans les productions militaires vers les productions civiles, le gouvernement russe place aujourd'hui l'accent sur la diversification. Il s'agit de promouvoir des passerelles entre les secteurs militaire et civil afin de faciliter les transferts de compétences scientifiques et technologiques du premier vers le second et en ce sens, de stimuler l'innovation.

Ainsi, le groupe public *Rostec*, qui assure aujourd'hui les deux tiers de la production militaire de la Russie, veut augmenter sa part de production civile à 50 % d'ici 2025. À cet effet, le géant de l'industrie militaire russe vient de créer une nouvelle société, *Konversiya*, destinée à favoriser les transferts technologiques. Quant à sa filiale *Vertolety Rossii*, qui produit un large panel d'hélicoptères de combat, elle développe actuellement de nouveaux projets de transport de passagers à l'instar du *Kamov 62*, équipé d'un moteur *Safran*. De même, *Kalachnikov*, dont la mue vers le civil n'est pas réellement nouvelle, cherche aujourd'hui à réduire la participation étatique à 25 %. En 2013, l'État avait d'ores et déjà cédé 49 % de son capital à des investisseurs privés russes.

*Au regard de la diminution du budget alloué au secteur de la défense et des retards dans la mise en œuvre du Programme d'armement, nombreux sont les experts qui présagent une baisse des commandes pour l'OPK. Dans ce contexte, la diversification dans le civil se donne pour ambition de maintenir les industriels russes en position favorable sur le marché mondial de l'armement. À l'image de son homologue chinois Xi Jinping qui encourage le développement de technologies duales, Vladimir Poutine a annoncé que 30 % de la production de l'OPK seraient transférés au marché civil d'ici 2025, et 50 % d'ici 2030.*